

Département de la Seine et Marne



**COMMUNE DE PERTHES-
EN-GATINAIS**

**DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA
REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE
POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE CELY-EN-
BIERE**

**ARTICLE R. 122-17 II DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
ZONES MENTIONNEES AUX 1° A 4° DE L'ATICLE L2224-10 DU
CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

MEMOIRE EXPLICATIF

	<i>SIEGE</i>	<i>IMPLANTATION REGIONALE</i>
	Cabinet MERLIN Groupe MERLIN	
	6 Rue Grolée 69289 LYON Cedex 02	46 rue des Vieilles Vignes 77183 CROISSY-BEAUBOURG
	Téléphone : 04-72-32-56-00 Télécopie : 04-78-38-37-85	Téléphone : 01-60-05-11-66 Télécopie : 01-60-05-52-56
	E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr	E -mail : cm-mlv@cabinet-merlin.fr

GROUPE MERLIN/Réf doc : 163076-161 -ETU-ME- 001 - A

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	D. FILIDORI	G. TREGUIER	Janvier 2018	Etablissement

SOMMAIRE

1	INFORMATIONS GENERALES	3
2	QUESTIONNAIRE	6
2.1	QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE.....	6
2.1.1	CARACTERISTIQUES DES ZONAGES ET CONTEXTE.....	6
2.1.2	CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE ET DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES.....	8
2.2	QUESTIONS SPECIFIQUES	13
2.2.1	ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF/NON COLLECTIF DES EAUX USEES.....	13
2.2.2	ZONES OU DES MESURES DOIVENT ETRE PRISES POUR LIMITER L'IMPERMEABILISATION DES SOLS ET POUR ASSURER LA MAITRISE DU DEBIT ET DE L'ECOULEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT	14
2.2.3	ZONES OU IL EST NECESSAIRE DE PREVOIR DES INSTALLATIONS POUR ASSURER LA COLLECTE, LE STOCKAGE EVENTUEL ET, EN TANT QUE BESOIN, LE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT LORSQUE LA POLLUTION QU'ELLES APPORTENT AU MILIEU AQUATIQUE RISQUE DE NUIRE GRAVEMENT A L'EFFICACITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT	17
2.3	AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)	18
3	ANNEXES	19
3.1	CARTES DE ZONAGE (2000)	19
3.2	ZONAGE PRECONISE	21

1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif,
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE PERTHES

La personne publique responsable¹ doit transmettre à l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre sous le format qu'il souhaite (note de présentation) les réponses aux questions présentées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE².

¹ La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCI,...)

² Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 51. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

– la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;

– la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;

– l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;

– les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;

– l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

– la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;

– le caractère cumulatif des incidences ;

– la nature transfrontalière des incidences ;

– les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple) ;

– la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;

– la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :

= de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;

= d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;

= de l'exploitation intensive des sols ;

– les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE PERTHES

Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet. Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

2 QUESTIONNAIRE

2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

2.1.1 CARACTERISTIQUES DES ZONAGES ET CONTEXTE

1/ Une démarche de Schéma Directeur d'Assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?

Oui. Un Schéma Directeur d'Assainissement pour les communes du SIACRE (Cély, Perthes, Saint-Germain-sur-Ecole, Fleury-en-Bière) a été approuvé en 2000, et réactualisé par le Cabinet Merlin en 2017.

2/ Est-ce une révision de zonage d'assainissement

Oui.

Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes.

Voir annexe : 3.1

Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?

Les différentes cartes de zonage ont été revues afin de tenir compte

- de l'évolution de l'urbanisation depuis 2000 ;
- des inondations sur le centre du bourg lors de pluies fréquentes (ex : mai-juin 2016).

Quelle est la date d'approbation du précédent ? 2000.

3/ La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?

Non. La modification des zonages a été menée à la suite de la réalisation du PLU de la commune, approuvé en 2013.

4/ Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale³ ?

A priori non.

5/ Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?

Oui. L'objectif des zones préconisées dans le zonage (présenté en annexe), est de limiter l'imperméabilisation des zones urbaines et d'assurer la maîtrise du ruissellement des zones rurales.

Si non, pourquoi ? Sans objet.

Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?

- Maîtriser les apports des eaux de ruissellement sur la commune ;
- Maîtriser les débordements lors des pluies fréquentes et exceptionnelles sur la commune ;
- Imposer aux futurs aménageurs de gérer les eaux pluviales à la parcelle et de limiter le débit de fuite en cas de rejet dans le réseau public d'eaux pluviales.

³ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

6/ Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Non.

Si non, pourquoi ?

Les installations retenues pour le zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Perthes sont des solutions d'hydraulique douce.

7/ Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?

Séparatif.

8) Existe-t-il des ouvrages de rétentions des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?

Sur la commune de Perthes, il existe :

- un bassin enterré ;
- deux bassins à ciel ouvert.

Le schéma ci-dessous localise les bassins ainsi que les bassins versants de ruissellement.

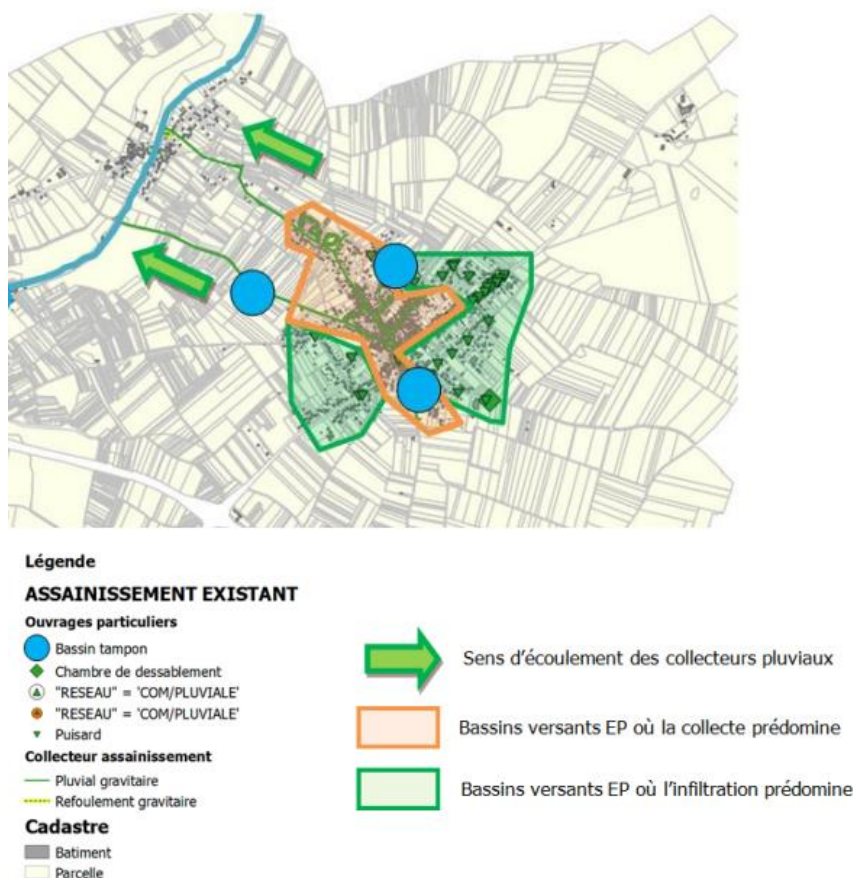


Figure 1: Schématisation du réseau d'eaux pluviales

9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ?

(environ en ha)

Sans objet.

2.1.2 CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE ET DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES

10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?

Non.

11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ?

Non.

D'une zone conchylicole ?

Non.

D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné)
d'alimentation en eau potable ?

Oui. Le captage n°02585X0012 est situé au nord du bourg de Perthes et puise dans la nappe des calcaires de Champigny. Le forage est situé à proximité du réservoir sur tour.

Il était inscrit comme captage prioritaire au 9ème programme du SDAGE Seine-Normandie en raison de l'altération de ses eaux par les nitrates et produits phytosanitaires. Une étude de bassin d'alimentation a été réalisée en 2012 et s'inscrit dans la procédure administrative actuellement en cours qui vise à obtenir un arrêté préfectoral de DUP (déclaration d'utilité publique).

Les périmètres de protection du captage sont présentés dans la figure ci-après.

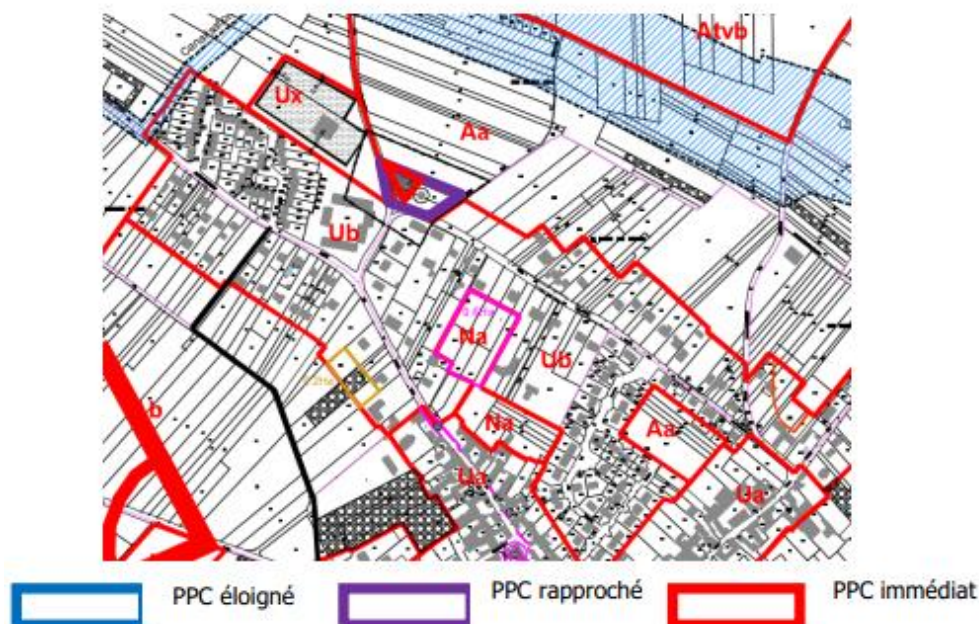


Figure 2: Périmètres de protection de captage à Perthes

D'un périmètre de protection des risques d'inondations ?

Non.

12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?

Oui. La commune fait partie du territoire du SAGE « Nappe de Beauce et milieux aquatiques associés », approuvé par arrêté interpréfectoral le 11 juin 2013.

Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ?

Non.

Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?

Oui. Le SCoT de Fontainebleau a été institué par la loi SRU adoptée le 13 décembre 2000 puis renforcée par le Grenelle 2 de l'Environnement du 12 juillet 2010.

Autres ?

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands pour la période 2016-2021 a été approuvé le 20 décembre 2015.

13) Le territoire dispose-t-il ?

De cours d'eau de première catégorie piscicole ?

Non.

Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ?

Non.

14) Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité ?

Natura 2000 ?

Non.

ZNIEFF de type 1 ?

Non.

ZNIEFF de type 2 ?

Non.

Zone humide ?

Oui. Les données de la DRIEE indiquent des zones humides de classe 2 et 3 sur le territoire communal, principalement autour des cours d'eau.

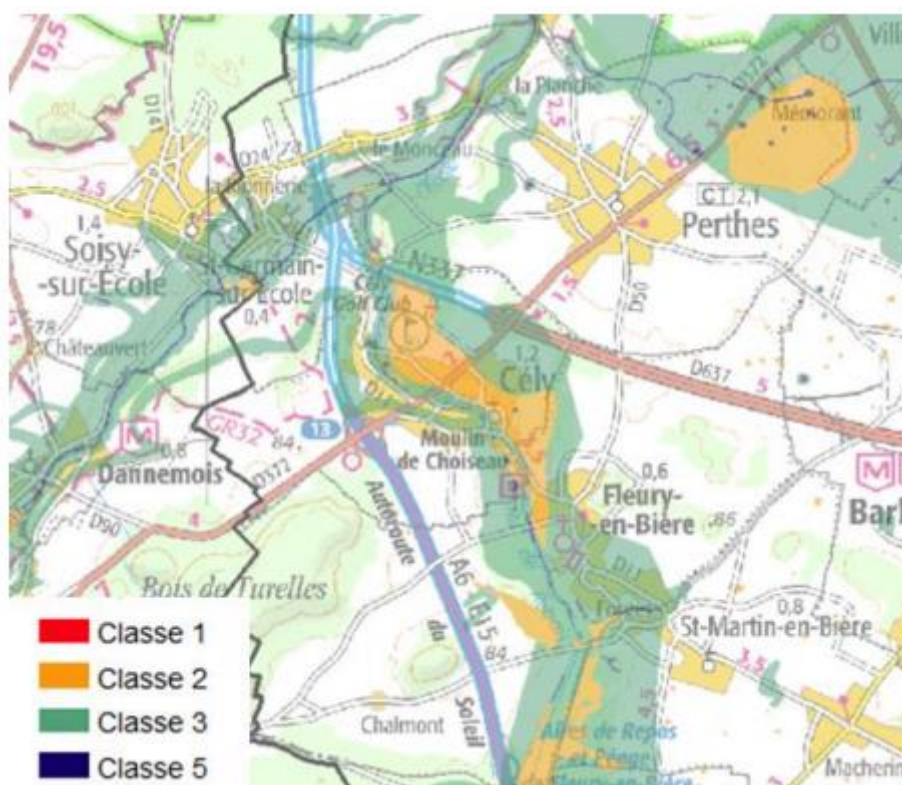


Figure 3: Zones humides

Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?

Oui. La carte des composantes de la Trame Verte et Bleue de la région Ile-de-France montre la présence de plusieurs corridors sur le territoire communal.

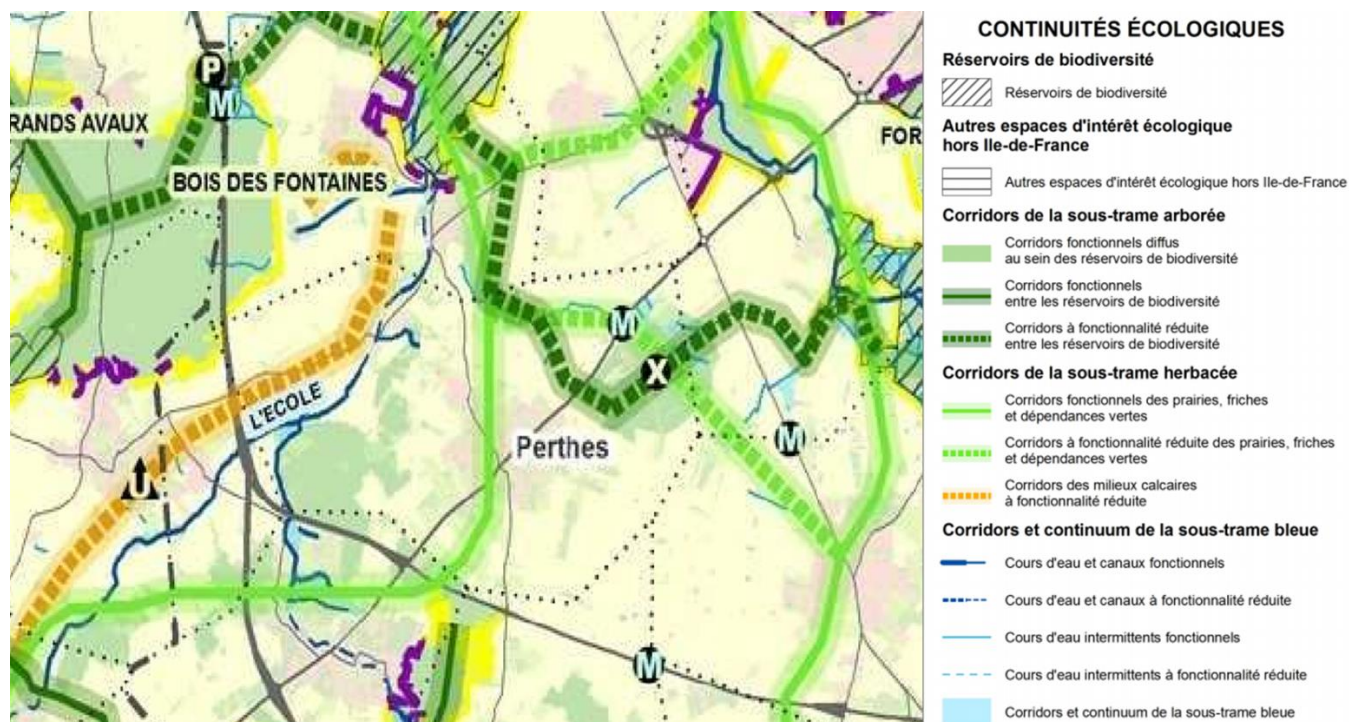


Figure 4: Carte des composantes de la Trame Verte et Bleue

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE PERTHES

Présence connue d'espèces protégées ?

Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien mentionne la présence de plusieurs espèces protégées sur la commune de Perthes. Ces espèces sont listées ci-dessous.

Liste Rouge de la flore vasculaire d'Ile de France			
CR			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Crepis tectorum</i> L., 1753	Crépide des toits	1919	➤
VU			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Groenlandia densa</i> (L.) Fourr., 1869	Potamot dense, Groenlandia serré	2003	➤
<i>Lemna gibba</i> L., 1753	Lentille d'eau bossue, Canillée	2002	➤
Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (modifiée par la Directive 97/62/CEE du Conseil du 27 octobre 1997, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003 et la Directive 2006/105/CE du 20 novembre 2006)			
Annexe V			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Ruscus aculeatus</i> L., 1753	Fragon, Petit houx, Buis piquant	2009	➤
Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce			
Annexe B			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Neottia ovata</i> (L.) Bluff & Fingerh., 1837	Grande Listère	2009	➤
<i>Ophrys insectifera</i> L., 1753	Ophrys mouche	2009	➤
Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)			
Article 1er			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Dioscorea communis</i> (L.) Caddick & Wilkin, 2002	Sceau de Notre Dame	2009	➤
<i>Hyacinthoides non-scripta</i> (L.) Chouard ex Rothm., 1944	Jacinthe sauvage, Jacinthe des bois, Scille penchée	2007	➤
<i>Ruscus aculeatus</i> L., 1753	Fragon, Petit houx, Buis piquant	2009	➤
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2002	➤
Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale			
Article 1			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Zannichellia palustris</i> L., 1753	Zannichellie des marais, Alguette	2003	➤
Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien			
Catégorie 1-1			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Groenlandia densa</i> (L.) Fourr., 1869	Potamot dense, Groenlandia serré	2003	➤
Catégorie 3-1			
Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Zannichellia palustris</i> L., 1753	Zannichellie des marais, Alguette	2003	➤

Figure 5: Espèces protégées

Autres ?

15) Quel est le niveau de qualité des milieux aquatiques, au sens de la Directive

Cadre sur l'Eau (DCE) ?

La qualité des eaux du Ru de Rebais (HR92 – F4483000) est suivie par le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du réseau d'intérêt départemental (RID), au niveau de la station de Perthes (03047627) à l'aval du point de rejet de la STEP intercommunale du SIACRE.

On mesure en 2015 :

- Un état écologique moyen ;
- Un état physico-chimique moyen.

La qualité des eaux de l'Ecole est suivie par l'Agence de l'eau et la DRIEE dans le cadre du réseau de contrôle opérationnel (RCO).

La synthèse des données qualité DCE des eaux de l'Ecole disponibles pour la station de Pringy (03047680) sur la période 2003-2013 permettent d'observer :

- Un bon état écologique ;
- Un bon état physico-chimique depuis 2013.

Les objectifs « qualité » ainsi que les échéances sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Qualité des eaux

Bassin	Nom de la rivière	Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau superficielle	Etat écologique		Etat chimique		Etat global	
				Objectif	Délai	Objectif	Délai	Objectif	Délai
SN	Ecole	HR92	L'Ecole de sa source au confluent de la Seine (exclu)	Bon état	2015	Bon état	2021	Bon état	2021
SN	Ru de Rebais	HR92-F4483000	Ru de Rebais	Bon état	2021	Bon état	2021	Bon état	2021

16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

Le SDA actualisé prévoit, selon les préconisations du PLU et après concertation avec la commune, environ 2650 habitants à horizon 2030-2040, soit une hausse d'environ 500 habitants par rapport au dernier recensement de l'INSEE en 2012.

17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

Oui. Voir annexe zonage.

2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES

2.2.1 ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF/NON COLLECTIF DES EAUX USEES

2.2.1.1 Caractéristique du zonage et contexte

1) Y'a-t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?

Non.

2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?

Oui.

3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?

Oui. La commune de Perthes compte 39 installations non raccordées à l'assainissement collectif, qui ont été contrôlés par Véolia.

Les non conformités ont-elles été levées ? Oui.

Sont-elles en cours ? Sans objet.

4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif?

Non.

2.2.1.2 Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?

Comme explicité précédemment, l'eau potable de la commune provient d'un forage situé sur le territoire communal. Aucune déclaration de prélèvement n'est connue.

Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?

Sans objet.

6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?

Non.

7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?

Par temps sec ?

Non.

Par temps de pluie ?

Pour des pluies importantes, la station est en surcharge hydraulique.

De façon saisonnière ?

Le système d'assainissement étant très sensible aux introductions d'eaux claires parasites météoriques, la station est susceptible d'être en surcharge pendant les périodes de fortes pluies. Les volumes journaliers minimums sont atteints en saison estivale, et maximum en automne ou au printemps.

8) Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?

La commune ne dispose pas de cette information.

9) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?

Il n'est pas prévu d'intervention de ce type à court ou moyen terme.

Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?

Sans objet.

Autres ?

Sans objet.

2.2.2 ZONES OU DES MESURES DOIVENT ETRE PRISES POUR LIMITER L'IMPERMEABILISATION DES SOLS ET POUR ASSURER LA MAITRISE DU DEBIT ET DE L'ECOULEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT

2.2.2.1 Caractéristique du zonage et contexte

1) Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :

Des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ?

Oui, voir question n°3 ci-après.

De ruissellement ?

Oui, voir question n°3 ci-après.

De maîtrise de débit ?

Non.

D'imperméabilisation des sols ?

Non.

2) Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ? Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?

Trois ouvrages de rétention des eaux pluviales ont été installés sur la commune et permettent soit d'écarter les pointes hydrauliques pour éviter la genèse de perturbations à l'aval, soit d'effectuer un prétraitement des EP avant rejet.

Concernant la collecte et l'évacuation des EP, la commune dispose de son propre réseau de collecte dont l'évacuation est assurée soit par infiltration dans des puisards (39 unités sur Perthes), soit par rejet à la rivière Ecole.

3) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?

Oui.

Les dysfonctionnements constatés par temps de pluie sur les réseaux EP de la commune de Perthes-en-Gâtinais sont localisés ci-après.

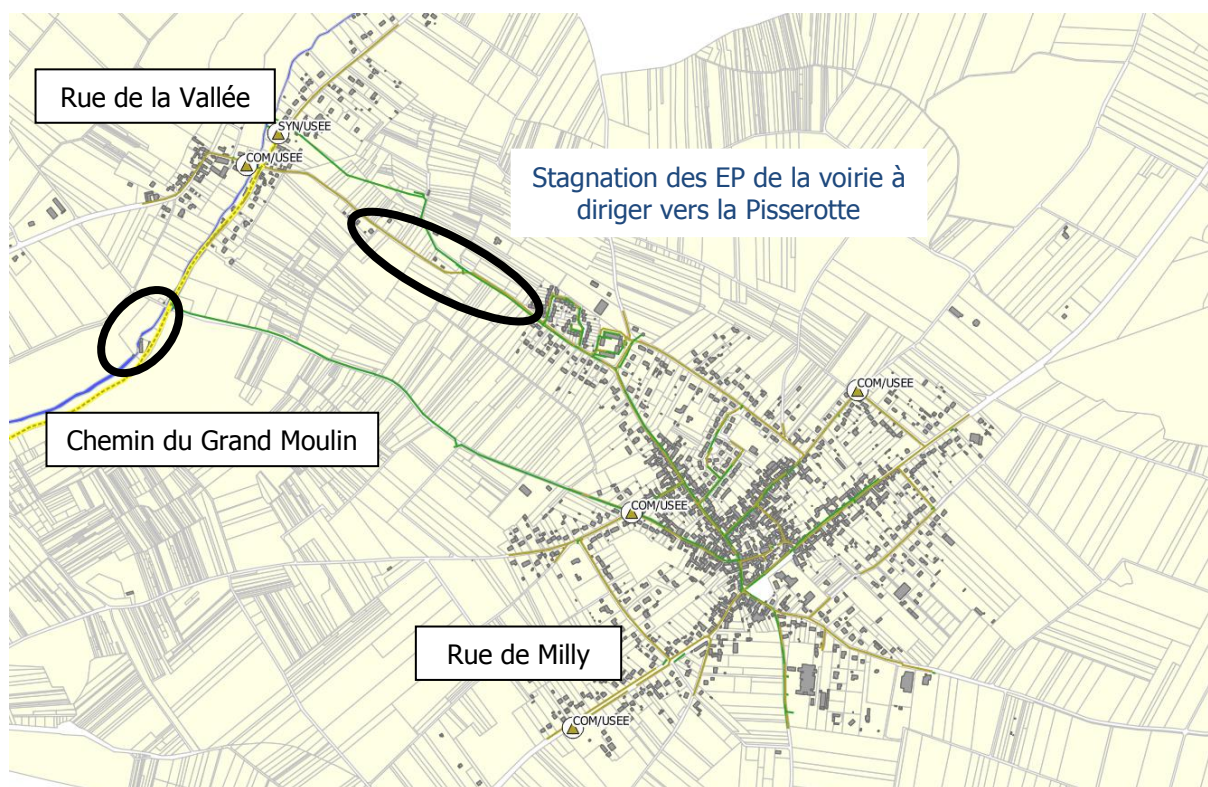


Figure 6: Localisation des zones sensibles par temps de pluie à Perthes

- **Chemin du Grand Moulin :** le délégataire préconise la mise en place d'un bassin de rétention dans ce secteur afin de lutter contre les inondations et des remontées de nappes.
- **Rue de Milly :** un tampon est soulevé lors de pluies importantes. Il n'y a pas de trottoir et les eaux pluviales se rejettent chez les riverains. D'où la nécessité de créer une canalisation ou caniveau et puisard.
- **Rue de la Vallée :** la pente du réseau eau usée de la rue de la Vallée présente une faible pente et se trouve sous influence aval du poste de refoulement et des effluents de la commune de Perthes engendrant des soulèvements des boîtes de branchements lors des fortes pluviométries. Le rajout de clapet anti-retour paraît nécessaire sur ce secteur.

4) Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...) ?

La gestion des eaux pluviales est un enjeu pour l'ensemble des secteurs énumérés en question n°3.

Si oui, fournir si possible une carte. Sans objet.

5) Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?

Si oui, lesquelles ?

Le tableau ci-dessous présente les propositions d'aménagements issues du SDA sur les zones sensibles aux eaux pluviales.

Localisation	Problématique	Proposition d'aménagement
RD372	Débordements – pluie exceptionnelle	Aménagements hydraulique douce
La Planche		Aménagements hydraulique douce
Le Monceau		Aménagements hydraulique douce
Route de St Germain		Aménagements hydraulique douce
Route du Petit Moulin		Aménagements hydraulique douce

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE PERTHES

Grand Moulin		Aménagements hydraulique douce
Rue de Fleury		Renforcement collecteurs EP
Rue de Melun		Renforcement collecteurs EP
Rue de l'Eglise, rue George Bouet, rue du Presbytère	Amélioration pluies fréquentes	Extension du réseau EP sur 290 ml

6) Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ?

Oui, trois ouvrages de rétention des eaux pluviales.

7) Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature Loi sur l'eau ?

Non.

2.2.2.2 Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

8) Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? Selon quelle fréquence ? Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?

Oui. Voir question N°5 : les rue de Fleury et Melun nécessitent un renforcement des collecteurs EP pour faire transiter une pluie décennale.

9) Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?

Oui. La commune a fait l'objet de 5 arrêtés de catastrophe naturelle suite à des phénomènes d'inondations et de coulées de boues.

Tableau 2: Liste des arrêtés de catastrophe naturelle recensés sur la commune

Type de catastrophe	Début le	Fin le
Inondations, coulées de boue, et mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999
Inondations et coulées de boue	08/04/1983	10/04/1983
	28/05/2016	05/06/2016

10) Avez-vous subi des coulées de boues ? Glissement de terrain dû à un phénomène pluvieux ?

Voir Tableau 2.

11) Votre territoire fait-il parti :

D'un SAGE en déficit d'eau ?

La commune fait partie du périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce.

La nappe de Beauce est un immense réservoir d'eau souterraine qui garantit les besoins en eau pour la production d'eau potable, l'irrigation, l'industrie et l'alimentation des cours d'eau. Intensément exploitée, lors des périodes de sécheresse dans les années 90, cette nappe a connu une baisse très importante de son niveau. Mais les remontées de niveaux depuis 2013 ont permis de repasser au-dessus du 1er seuil d'alerte.

D'une zone de répartition des eaux ?

La commune est incluse dans le périmètre de la nappe de Beauce, aquifère qui a fait l'objet d'un décret le classant en ZRE en 1994.

2.2.3 ZONES OU IL EST NECESSAIRE DE PREVOIR DES INSTALLATIONS POUR ASSURER LA COLLECTE, LE STOCKAGE EVENTUEL ET, EN TANT QUE BESOIN, LE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES ET DE RUISSELLEMENT LORSQUE LA POLLUTION QU'ELLES APPORTENT AU MILIEU AQUATIQUE RISQUE DE NUIRE GRAVEMENT A L'EFFICACITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT

2.2.3.1 Caractéristique du zonage et contexte

1) Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?

Oui. (cf. annexe pour le plan des réseaux).

2) L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution pluviale ?

Le Schéma Directeur d'Assainissement aborde la problématique des inversions de branchement EU vers EP engendrant une pollution du milieu naturel. Celui-ci n'aborde cependant pas la question des apports polluant par temps de pluie.

Des prescriptions ont-elles été proposées ?

Oui.

Si oui, lesquelles ?

La première solution recherchée est d'une part l'infiltration des eaux de toiture et, d'autre part, en cas d'impossibilité technique de gérer à la parcelle, le rejet des eaux de ruissellement prioritairement dans le milieu naturel et, en dernier recours dans le réseau d'eaux pluviales suivant un débit de fuite maximum fixé à 1 l/s/ha pour une période de retour vicennale au minimum. Le débit de fuite minimum toléré a été fixé à 3l/s afin de prendre en compte les surfaces inférieures à 1ha lotis.

3) La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ?

Si oui, lesquels et pour quel objectif ?

Non

2.2.3.2 Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

4) Les équipements prévus consommeront ils une surface naturelle propre ?

Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?

Sans objet

2.3 AUTO-EVALUATION (FACULTATIF)

5) Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Il ne semble pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale. En effet, l'étendue et l'organisation du système d'assainissement actuel assure un impact faible sur le milieu naturel. Les règles définies dans les projets de zonages ont toutefois pour vocation à maîtriser tant quantitativement que qualitativement les rejets au milieu récepteur.

3 ANNEXES

3.1 CARTES DE ZONAGE (2000)



Périmètre de la zone à desserte collective des eaux usées.

Les habitations en dehors des zones décrites ci-dessus sont assainies individuellement

Figure 7: Carte de zonage EU

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE ENVIRONNEMENTALE POUR LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE PERTHES



Zone à forte contrainte hydraulique où il faut prévoir :

- une limitation de l'imperméabilisation
- un stockage et une évacuation à la parcelle prioritaire
- une maîtrise des eaux pluviales dans les projets d'urbanisme avec limitation du débit de rejet à 2l/s/ha pour des parcelles > 1 000 m²

Les habitations en dehors des zones décrites ci-dessus sont soumises à une évacuation à la parcelle des eaux pluviales.

Figure 8: Carte de zonage EP

3.2 ZONAGE PRECONISE

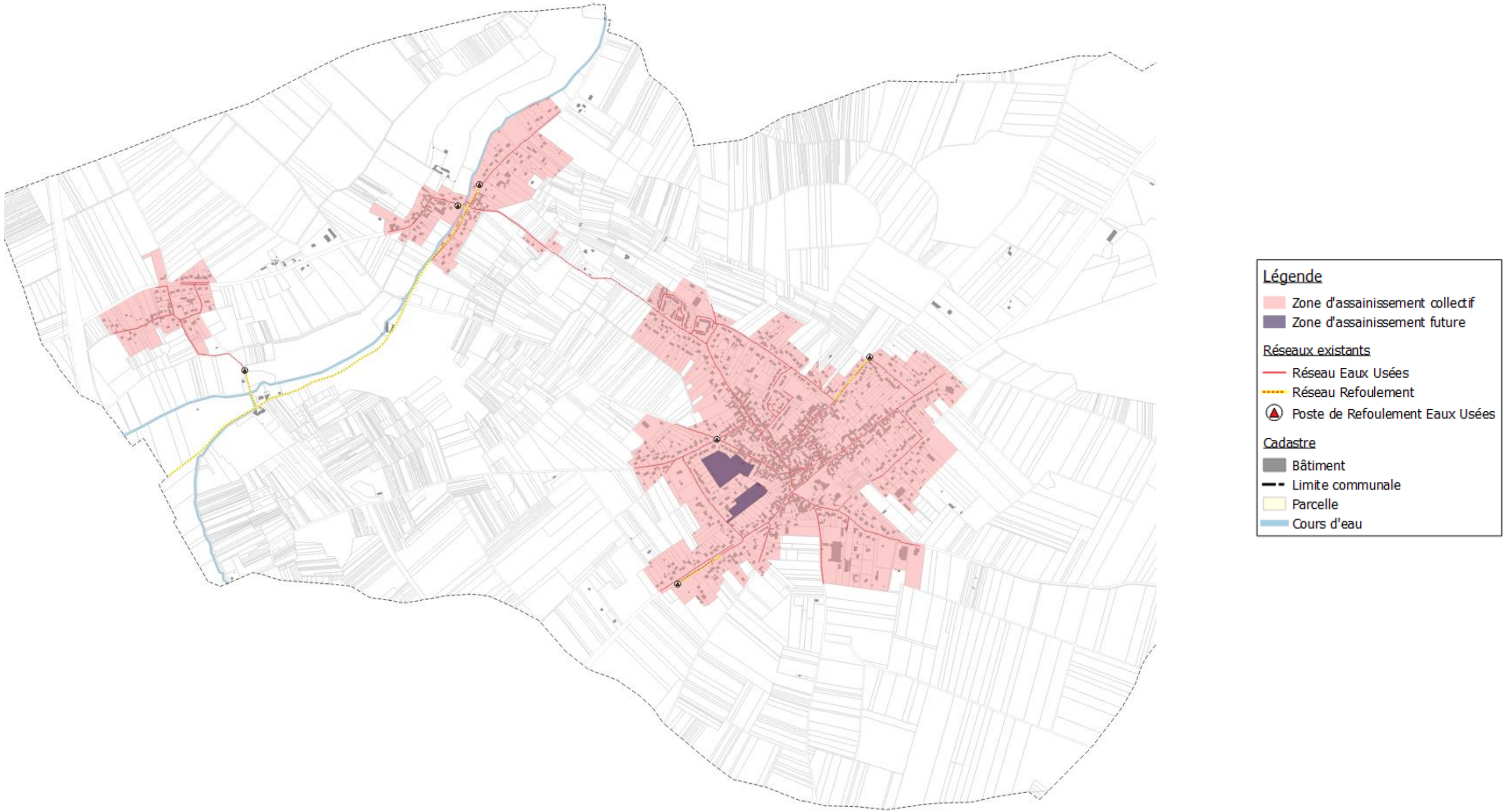


Figure 9: Extrait de la carte de zonage EU : assainissement collectif actuel (rouge) et futur (violet)

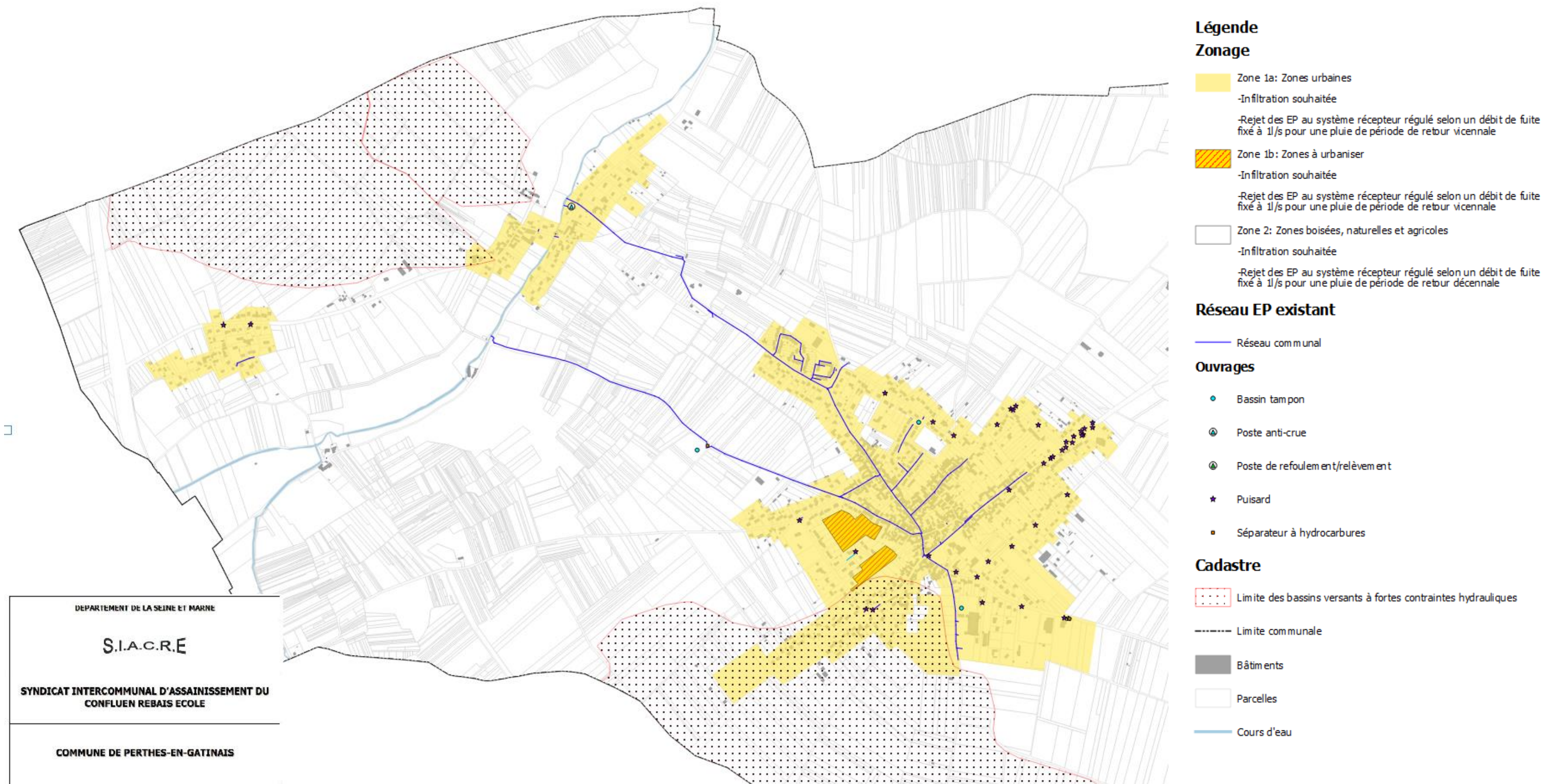


Figure 10: Extrait de la carte de zonage

